

Table des matières

Sommaire	3
Introduction	5
Chapitre 1 Le statut des personnes physiques	7
▶ Fiche 1 Les composantes identitaires de la personne	8
L'essentiel	8
I Le nom	9
A Le rattachement du nom à la loi nationale	10
B Méthode concurrente: la reconnaissance des situations	11
1 Fondements et justifications de la méthode	12
a. La libre circulation des personnes au sein de l'UE	12
b. Le respect des droits fondamentaux	12
c. Le respect des droits acquis	13
2 Les limites de la méthode	13
a. L'exception d'ordre public	13
b. Les risques de conflits de statuts	13
II L'état civil	14
III Les droits de la personnalité	15
Pour aller plus loin	16
Exercice. Commentaire d'arrêt	17
▶ Fiche 2 Le régime de l'incapacité des mineurs	21
L'essentiel	21
I Rappels sur la loi applicable à l'incapacité	22
A La mise en œuvre de la règle de conflit de lois	22
1 Le conflit mobile	22
2 L'ignorance excusable de la loi étrangère	22
B Le champ d'application de la loi applicable	23
II Le régime de la convention du 5 octobre 1961	23
A Première Hypothèse: existence d'un rapport d'autorité de plein droit résultant de la loi nationale du mineur	24
B Seconde Hypothèse: absence d'un rapport d'autorité de plein droit résultant de la loi nationale du mineur	25
C Règles de reconnaissance	25
III Le régime de la convention de la Haye du 19 octobre 1996	26
IV Règlement Bruxelles 2 bis	27
A Champ d'application matériel	27
B Champ d'application spatial	27
C Coordination du Règlement et de la convention de la Haye de 1996	27
D Principes de solution consacrés par le Règlement Bruxelles 2 bis	28
Pour aller plus loin	29
Exercice. Cas pratique	30
▶ Fiche 3 Le Régime des incapacités des majeurs	31
L'essentiel	31
I Solutions du droit commun avant le 1 ^{er} janvier 2009	32
A Règles de conflit de lois et de compétence internationale directe	32
1 La loi applicable	32
2 La compétence directe des autorités françaises	32
B Reconnaissance des décisions étrangères relatives à la protection d'un incapable	33

II Solutions du droit conventionnel : convention de la Haye du 13 janvier 2000	34
A Conditions d'application de la convention de la Haye du 13 janvier 2000	34
B Règles de compétence de la convention de la Haye du 13 janvier 2000	35
C Règles de conflits de lois de la convention de la Haye du 13 janvier 2000	35
D Reconnaissance des mesures prises dans un autre État	36
Pour aller plus loin	37
Exercice. Commentaire d'arrêt	38

Chapitre 2 Le statut du couple

Section 1 – L'Union

► Fiche 4 La formation du mariage

L'essentiel	45
I Conditions de fond	46
A Rappels sur la Règle de conflit de lois antérieurement à la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013	46
B Règles de conflit de lois issues de la loi n° 2013-404 du 17 mai 2013	47
1 La célébration en France d'un mariage homosexuel à dimension internationale	47
a. La nouvelle règle de conflit de lois	47
b. La mise en œuvre de la nouvelle règle de conflit de lois	48
2 La célébration d'un mariage homosexuel entre deux français à l'étranger	50
3 La Reconnaissance en France des mariages homosexuels célébrés à l'étranger	50
C Domaine de la loi applicable	51
II Conditions de forme	52
A Forme du mariage international célébré en France	52
B Forme du mariage international célébré à l'étranger	53
C Sanction des conditions de formation du mariage	54
Pour aller plus loin	55
Exercice. Cas pratique	56

► Fiche 5 Les effets du mariage

L'essentiel	62
I La loi applicable	63
II Le domaine de la loi applicable	64
A Les rapports personnels entre époux	64
B L'obligation alimentaire	65
1 Règles de compétence internationale en matière d'obligation alimentaire	65
2 Règles de conflit de lois en matière d'obligation alimentaire	66
Pour aller plus loin	68
Exercice. Petites Questions	69

► Fiche 6 Les partenariats enregistrés et l'union libre

L'essentiel	70
I Le partenariat enregistré	71
A La loi applicable	72
1 La loi objectivement applicable	72
2 La loi choisie par les partenaires	73
B Les règles de compétence internationale	75
1 Règles de compétence issues du Règlement n° 2016/1104	75
2 Le rôle de la volonté des parties	77
II L'union libre	78
Pour aller plus loin	79
Exercice. Cas pratique	80

Section 2 – La Désunion	82
▶ Fiche 7 Le Divorce	83
L'essentiel	83
I Conflits de juridictions.....	84
A Règles de compétence directe.....	84
1 Le règlement Bruxelles II bis.....	84
a. Conditions d'applicabilité.....	84
b. Application du règlement Bruxelles II bis.....	84
2 Règles de compétence internationale de droit commun.....	86
B Reconnaissance du divorce prononcé à l'étranger.....	86
II La loi applicable.....	88
A Détermination de la loi applicable.....	88
1 L'article 309 du Code Civil.....	88
2 Le Règlement n° 1258/2010 dit Rome III.....	88
a. Les conditions d'application du Règlement Rome III.....	89
b. Les règles de conflit de lois posées par le Règlement Rome III.....	89
B Domaine de la loi applicable.....	90
a. La cause du divorce.....	90
b. Les effets du divorce.....	91
Pour aller plus loin	93
Exercice. Consultation.....	94
Chapitre 3 Les enfants	97
▶ Fiche 8 La Filiation par le sang	98
L'essentiel	98
I L'établissement de la filiation.....	99
A Le rattachement de principe: la loi nationale de la mère.....	99
B Le correctif de l'article 311-15 du code civil.....	99
C Le rattachement alternatif de l'article 311-17 du code civil.....	100
1 La reconnaissance d'enfant.....	100
2 La contestation de reconnaissance.....	100
II La loi applicable aux effets de la filiation.....	102
Pour aller plus loin	104
Exercice. Commentaire d'arrêt.....	105
▶ Fiche 9 L'adoption internationale	110
L'essentiel	110
I L'établissement du lien de filiation adoptive.....	111
A Adoption internationale d'enfants en France.....	111
B Reconnaissance en France d'une adoption prononcée à l'étranger.....	112
II Les effets de l'adoption.....	113
A Effets d'une adoption prononcée dans un État partie à la convention de la Haye de 1993.....	113
B Effets en France d'une adoption prononcée dans un État non partie à la Convention de 1993.....	114
Pour aller plus loin	115
Exercice. Commentaire d'arrêt.....	116
▶ Fiche 10 La procréation assistée	123
L'essentiel	123
I Procréation médicalement assistée à l'étranger.....	124
II Gestation pour autrui pratiquée à l'étranger.....	124
A D'un refus de reconnaissance systématique.....	125
B ...À une position de consensus.....	126
C ...Vers de nouveaux rebondissements.....	127
Pour aller plus loin	129
Exercice. Cas pratique.....	130

Chapitre 4 Le Patrimoine de la famille	133
▶ Fiche 11 Les régimes matrimoniaux	134
L'essentiel	134
I Recherche de la loi applicable	135
A Règle de conflit du droit commun : époux mariés avant le 1 ^{er} septembre 1992	135
1 Le choix exprès	135
2 Recherche de la volonté tacite des époux en l'absence de choix exprès	136
B Règle de conflit issue de la convention de la Haye de 1978 : époux mariés après le 1 ^{er} septembre 1992	137
1 La loi choisie par les époux	138
2 La loi objectivement applicable en l'absence de choix	138
C Règles issues du règlement du 24 juin 2016 : époux mariés après le 29 janvier 2019	140
1 La loi applicable au régime matrimonial	141
2 Règles de compétence	142
3 Reconnaissance et exécution	142
II La mise en œuvre de la Règle de conflit de lois	143
A Le renvoi	143
B Les conflits dans le temps	144
1 Conflit de droit transitoire	144
2 Conflit mobile	144
a. Les hypothèses de mutabilité automatique sous l'empire de la convention de la Haye	145
b. Possibilité de mutabilité volontaire sous l'empire de la convention de la Haye	146
c. Possibilité de mutabilité volontaire sous l'empire du règlement n° 2016/1103	147
III Le domaine de la loi applicable	147
A L'établissement du régime matrimonial	147
B Le fonctionnement du régime matrimonial	148
Pour aller plus loin	149
Exercice. Cas pratique	150
▶ Fiche 12 Les successions	152
L'essentiel	152
I Application des règles de droit commun aux successions ouvertes avant le 17 août 2015	153
A Successions ab intestat	153
1 Conflits de juridictions	153
2 Conflits de lois	154
a. Énoncé de la règle de conflit	154
b. Mise en œuvre de la règle de conflit de lois	155
c. Domaine de la loi successorale	156
B Successions testamentaires	157
II Application du Règlement n° 650/2012 du 4 juillet 2012 applicable aux successions ouvertes après le 17 août 2015	158
A Champ d'application du règlement « successions »	158
B Règles de conflit de lois	159
1 La loi objectivement applicable	159
a. Énoncé du principe	159
b. Les exceptions au principe	160
2 La loi choisie : la <i>professio juris</i>	161
3 Le domaine de la loi applicable	163
C Règles de conflit de juridictions	165
D Reconnaissance, et circulation des décisions et actes étrangers	166
1 La reconnaissance	166
2 La déclaration de force exécutoire	166
Pour aller plus loin	167
Exercice. Cas pratique	168
Exercice. Commentaire d'arrêt	170
▶ Fiche 13 Les donations	174
L'essentiel	174
I Les donations ordinaires	175

A	<i>La loi applicable à la validité de la donation</i>	175
1	Donations consenties avant le 1 ^{er} avril 1991	175
2	Donations consenties entre le 1 ^{er} avril 1991 et 17 décembre 2009.....	175
3	Donations consenties après le 17 décembre 2009	176
B	<i>Domaine de la loi applicable</i>	176
1	Problème de la clause d'inaliénabilité	177
2	Problème lié à la validité d'une condition.....	177
C	<i>Loi applicable et réserve héréditaire</i>	178
1	Solutions antérieures proposées pour déjouer l'application du droit français	178
2	Solution simplifiée depuis l'entrée en application du règlement successions	179
II	Les donations entre époux	179
A	<i>La loi applicable à la validité d'une donation de biens à venir</i>	180
B	<i>La loi applicable à la validité d'une donation de biens présents</i>	180
III	Les donations partages	180
	Pour aller plus loin	182
	Exercice. Cas pratique	183

Chapitre 5 Les contrats internationaux 185

▶	Fiche 14 La compétence internationale en matière contractuelle	186
	L'essentiel	186
I	Les règles de compétence édictées par les règlements de Bruxelles 1. et Bruxelles 1 bis	187
A	<i>Champ d'application du règlement de Bruxelles 1 et Bruxelles 1 bis</i>	187
1	Champ d'application matériel.....	187
2	Champ d'application territorial.....	187
a.	<i>Champ d'application territorial du règlement Bruxelles 1</i>	188
b.	<i>Champ d'application territorial du règlement Bruxelles 1 Bis</i>	189
3	Champ d'application temporel	189
B	<i>Les règles applicables</i>	189
1	Les règles applicables aux contrats conclus avec une partie faible	189
a.	<i>Contrats de consommation</i>	189
b.	<i>Contrats d'assurance</i>	192
c.	<i>Contrats de travail</i>	193
2	Les règles applicables aux autres contrats	193
a.	<i>Prorogation de compétence</i>	194
b.	<i>Prorogation tacite de compétence</i>	197
c.	<i>Règle de principe: compétence du tribunal de l'État de domicile du défendeur</i>	198
d.	<i>Règle spéciale en matière contractuelle</i>	198
II	Les règles de compétence internationale de droit commun.....	199
	Pour aller plus loin	201
	Exercice. Cas pratique	202
▶	Fiche 15 La loi applicable aux contrats internationaux	204
	L'essentiel	204
I	Les règles de conflit de lois en matière de contrats conclus avant le 1 ^{er} avril 1991	205
II	Les règles de conflit de lois de source communautaire Convention de Rome et Règlement Rome 1	205
A	<i>Champ d'application</i>	206
B	<i>Principe de la liberté de choix des parties quant à la loi applicable au contrat international</i>	207
1	La Portée du choix.....	207
2	L'étendue du choix	208
3	Les modalités du choix	208
C	<i>Loi objectivement applicable en l'absence de choix</i>	209
1	La loi de l'État d'établissement du débiteur de la prestation caractéristique.....	209
2	Les règles de conflit de lois spécifiques à certains contrats.....	210
a.	<i>Le contrat de transport</i>	210
b.	<i>Le contrat de consommation</i>	211
c.	<i>Le contrat de travail</i>	213
d.	<i>Le contrat d'assurance</i>	213
D	<i>Le domaine de la Loi applicable</i>	214

1	Les questions régies par la <i>lex contractus</i> en concurrence avec d'autres lois.....	214
2	Les limites à la <i>lex contractus</i>	215
a.	Les lois de police.....	216
b.	Les lois applicables aux conditions de forme du contrat.....	217
III	Les règles de conflit de lois de source conventionnelle.....	218
A	<i>Conflit avec la convention de la Haye du 15 juin 1955 sur la loi applicable aux contrats de vente d'objets mobiliers corporels</i>	218
1	Champ d'application de la convention de la 1955.....	218
2	Les règles de conflit de lois posées par la convention de la 1955.....	219
3	Le domaine de la loi applicable.....	219
B	<i>Conflit avec la convention de la Haye du 14 mars 1978 sur la loi applicable aux contrats d'intermédiaires et de représentation</i>	219
	Pour aller plus loin	221
	Exercice. Commentaire d'arrêt.....	222

Chapitre 6 Les délits internationaux.....227

▶	Fiche 16 La compétence internationale en matière délictuelle	228
	L'essentiel	228
I	Le for du délit selon les règlements de Bruxelles 1. Et Bruxelles 1 bis.....	229
A	<i>La règle de compétence spéciale en matière de délit</i>	229
B	<i>Difficultés de mise en œuvre</i>	230
1	Les délits complexes.....	230
2	L'action de la victime par ricochet.....	232
3	La multiplicité des lieux du dommage.....	232
II	Le for du délit selon les règles du droit international privé commun.....	235
	Pour aller plus loin	237
	Exercice. Cas pratique 1.....	238
	Exercice. Cas pratique 2.....	240
▶	Fiche 17 La loi applicable en matière délictuelle	243
	L'essentiel	243
I	Les règles de conflits de lois dans le Règlement de Rome II.....	244
A	<i>Champ d'application du règlement Rome II</i>	244
B	<i>Présentation des règles de conflits de lois</i>	245
1	Règle générale de l'article 4.....	245
a.	<i>Le principe de loi du lieu du dommage</i>	245
b.	<i>Les exceptions</i>	246
c.	<i>Le rôle de la volonté</i>	246
2	Les rattachements spéciaux.....	246
a.	<i>La responsabilité du fait des produits</i>	246
b.	<i>La responsabilité pour concurrence déloyale et/ou atteinte à la libre concurrence</i>	247
c.	<i>La responsabilité pour atteinte à l'environnement</i>	247
d.	<i>La responsabilité pour atteinte aux droits de propriété intellectuelle</i>	247
e.	<i>La responsabilité pour faits de grève</i>	248
f.	<i>Les quasi-contrats</i>	248
C	<i>Le domaine de la loi applicable selon le règlement Rome II</i>	249
1	Le principe d'une application généralisée.....	249
2	Les tempéraments et les exceptions.....	249
a.	<i>Les Limites portées à la loi du délit</i>	249
b.	<i>L'intervention des lois de police</i>	250
c.	<i>L'intervention de l'ordre public</i>	250
II	Les autres règles de conflits de lois de source conventionnelle.....	250
A	<i>La convention de la Haye du 4 mai 1971 relative à la loi applicable aux accidents de la circulation routière</i>	251
1	Le champ d'application de la convention de 1971.....	251
2	Les règles de conflits de lois de la convention de 1971.....	252
3	Le domaine de la loi applicable en vertu de la convention de 1971.....	252

<i>B La convention de la Haye du 2 octobre 1973 relative à la loi applicable à la responsabilité du fait des produits</i>	253
1 Le champ d'application de la Convention de la Haye de 1973.....	253
2 les règles de conflits de lois de la Convention de la Haye de 1973.....	254
3 Le domaine de la loi applicable.....	254
III Les règles de conflits de lois de droit commun.....	255
1 Énoncé de la règle de conflit de lois et domaine d'application.....	255
2 Difficultés d'application de la règle <i>lex loci delicti</i> en matière de délits complexes.....	256
<i>a. Les délits par voie de presse</i>	257
<i>b. Les cyber délits</i>	258
3 Mise en œuvre de la règle <i>lex loci delicti</i>	259
Pour aller plus loin	261
Exercice. Cas pratique.....	262

Chapitre 7 Reconnaissance et exécution des jugements étrangers.....265

Section 1 – Distinction entre reconnaissance et exécution des jugements étrangers.....266

▶ Fiche 18 La reconnaissance	267
L'essentiel	267
I Domaine de la reconnaissance de plein droit.....	268
II Les Effets de la reconnaissance.....	268
III Reconnaissance à titre principal et reconnaissance incidente du jugement étranger.....	269
<i>A Reconnaissance incidente du jugement étranger</i>	269
<i>B Reconnaissance à titre principal du jugement étranger</i>	270
1 Action en inopposabilité.....	270
2 Action en opposabilité.....	270
Pour aller plus loin	272
Exercice. Questions.....	273
▶ Fiche 19 L'exécution	274
L'essentiel	274
I Objet de l'exequatur.....	275
II Procédure d'exequatur.....	275
<i>A Recevabilité de l'action</i>	275
<i>B Règles de compétence</i>	275
<i>C Rôle du juge et des parties</i>	276
1 Office du juge.....	276
2 Rôle des parties.....	278
<i>D Décision accordant ou refusant l'exéquatur</i>	278
III Exécution sans exequatur : Règlement Bruxelles 1 bis.....	278
<i>A Principe d'assimilation des jugements d'un autre État membre à un jugement du for</i>	279
<i>B Les garanties du défendeur</i>	279
Pour aller plus loin	281
Exercice. Commentaire d'arrêt.....	282

Section 2 – Critères de contrôle préalable à l'exéquatur du jugement étranger.....286

▶ Fiche 20 Le Régime du droit international privé commun	287
L'essentiel	287
I Prohibition de la révision du jugement étranger.....	288
<i>A Notion de « révision » et critiques</i>	288
<i>B Les critères de contrôle issus de la jurisprudence « Munzer »</i>	288
II Les critères de contrôle abandonnés.....	289
<i>A Le contrôle de la régularité de la procédure devant le tribunal étranger</i>	289
<i>B Le contrôle de l'application de la loi compétente en vertu des règles de conflit de lois françaises</i>	289
1 Fondements du principe.....	289
2 Tempéraments du principe.....	290

a. La théorie de l'équivalence	290
b. Le renvoi	290
c. Tempérament en cas de double nationalité du plaideur et statut personnel.....	291
d. Abandon du principe.....	291
III Les critères de contrôle maintenus	291
A Vérification de la compétence indirecte du juge étranger	291
1 Évolution des critères d'appréciation.....	292
2 hypothèses de compétence exclusive des juridictions françaises	293
a. Les articles 14 et 15 et la jurisprudence Prieur.....	293
b. Les compétences exclusives du système de Bruxelles	294
c. Les autres compétences exclusives à raison du caractère impératif de la règle de compétence directe.....	294
B Vérification de la Conformité du jugement étranger à l'ordre public.....	295
1 Ordre public procédural	295
2 Ordre public de fond	296
C Vérification de l'absence de fraude	297
1 Absence de fraude à la loi.....	297
2 Absence de forum shopping	298
a. Fraude au jugement français	298
b. Fraude au jugement étranger.....	298
Pour aller plus loin	299
Exercice. Commentaire d'arrêt.....	300
► Fiche 21 Les régimes du droit international européen	303
L'essentiel	303
I Les conditions de la reconnaissance des jugements provenant d'autres États membres	304
A <i>Les points de contrôle non utilisés</i>	304
1 Abandon du contrôle de la loi appliquée.....	304
2 Absence de contrôle de la fraude	304
3 Un contrôle restreint de la compétence.....	304
B <i>Les points de contrôle conservés</i>	305
1 Le contrôle de la conformité à l'ordre public.....	305
2 Le contrôle de la loyauté de l'assignation	306
3 Le contrôle de l'absence de conflit de jugement.....	306
II La procédure de reconnaissance et d'exécution	306
A <i>La procédure de reconnaissance</i>	307
B <i>L'exécution</i>	308
Pour aller plus loin	309
Exercice. Cas pratique	310